

DÉLIBÉRATION N° DEL-2023-46

portant annulation de :

- **la délibération N° DEL-2023-37 portant approbation du compte de gestion 2022,**
- **la délibération N° DEL-2023-38 portant approbation du compte administratif 2022,**
- **la délibération N° DEL-2023-39 portant affectation des résultats 2022**

LE COMITÉ SYNDICAL,

- VU la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, publiée au journal officiel de la Nouvelle-Calédonie le 24 mars 1999 et notamment l'article 54 ;
- VU la loi organique modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, publiée au journal officiel de la Nouvelle-Calédonie le 24 mars 1999 et notamment son article 9 ;
- VU le Code des communes de la Nouvelle-Calédonie et notamment ses articles L.122-11 et L.411-1 ;
- VU la délibération n° 30-2010/APS du 12 août 2010 de l'Assemblée de la province Sud relative à la participation de la province Sud au Syndicat Mixte de Transports Urbains du Grand Nouméa ;
- VU les délibérations concordantes n° 53/10/VIII du 05 août 2010 de la commune du Mont-Dore, n° 2010/235 du 11 août 2010 de la commune de Dumbéa, n° 2010/850 du 26 août 2010 de la commune de Nouméa, n° 2010/68 du 19 août 2010 de la commune de Païta décidant de constituer le Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa en approuvant les statuts et formalisant leur volonté de s'associer au sein d'un syndicat ayant pour objet l'organisation, la gestion et l'exploitation des services publics réguliers de transports en commun routiers, ferrés et maritimes et de transports scolaires du secondaire sur le territoire des communes de Dumbéa, Mont-Dore, Nouméa et Païta ;
- VU les délibérations concordantes n° 2010-840 du 26 août 2010 de la commune de Nouméa, n° 51-10-VIII du 05 août 2010 de la commune du Mont-Dore, n° 2010-233 du 11 août 2010 de la commune de Dumbéa, n° 2010-66 du 19 août 2010 de la commune de Païta relatives à la dissolution de Transco ;
- VU la délibération n° 2010/28 du 16 août 2010 du Syndicat Intercommunal du Grand Nouméa (SIGN) portant modification de ses statuts ;
- VU l'arrêté HC/DAIRCL N°51 du 30 août 2010 du Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie autorisant la création du « Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa » (SMTU) ;
- VU l'arrêté HC/DAIRCL N°56 du 21 octobre 2015 portant modification des statuts du Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa (SMTU) ;
- VU le jugement du Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie en date du 11 mai 2023 ;
- VU la note explicative de synthèse n° NS-2023-20-DEL ;

Après en avoir délibéré,



DÉCIDE

ARTICLE 1

Les délibérations N° DEL-2023-37 portant approbation du compte de gestion 2022, N° DEL-2023-38 portant approbation du compte administratif 2022 et N° DEL-2023-39 portant affectation des résultats 2022 sont annulées.

ARTICLE 2 : VOIE ET DÉLAI DE RECOURS

Le délai de recours devant le Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie contre le présent acte est de deux (2) mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification.

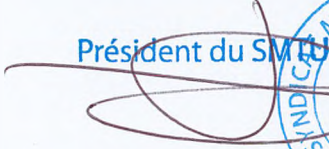
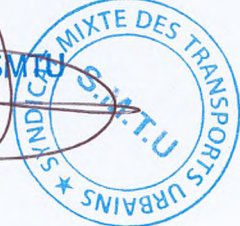
Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 3 : EXÉCUTION

Madame la Présidente est chargée de l'exécution de la présente délibération qui sera enregistrée, transmise à Monsieur le Commissaire délégué de la République pour la Province Sud, à Monsieur le Trésorier de la province Sud, notifiée à la province Sud, aux communes de Nouméa, Mont-Dore, Dumbéa et Païta, et publiée par voie d'affichage.

DÉLIBÈRE EN SÉANCE PUBLIQUE, le 18 août 2023
POUR EXTRAIT CONFORME

Président du SMTU

La présidente certifie le caractère exécutoire de cet acte compte tenu de sa publication le **23 AOUT 2023**
et de sa transmission au représentant de l'Etat le **22 AOUT 2023**

<u>Ampliations :</u>	
Com. délégué province Sud 1
Trésorier de la province Sud 1
Commune de Nouméa 1
Commune du Mont-Dore 1
Commune de Païta 1
Commune de Dumbéa 1
Province Sud 1

Le Directeur Général



**Haut-Commissariat de la République
en Nouvelle-Calédonie**

22 AOUT 2023

ANTOINE BORIUS

CONTRÔLE DE LEGALITE